



METTONS FIN À LA PAUVRETÉ INFANTILE AU CANADA

Rapport 2007 sur la pauvreté des enfants et des familles en Ontario

LE CHEMIN À PARCOURIR : RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN ONTARIO

- **Un enfant sur huit en Ontario – 345 000 – vit dans la pauvreté si on considère le revenu familial après impôt.** Avant impôt, c'est un enfant sur six.
- **On n'est pas sûr, même avec un emploi, d'échapper à la pauvreté.** Soixante-dix pour cent de tous les enfants défavorisés vivent dans une famille dont au moins un parent travaille à temps plein ou à temps partiel.
- **Dépendre de l'aide sociale, c'est la pauvreté à coup sûr.** Les prestations d'aide sociale sont plus basses maintenant qu'à tout autre moment depuis 1967. Soixante-sept pour cent des enfants bénéficiaires de l'aide sociale vivent dans une famille monoparentale dirigée par une femme.
- **Les familles pauvres sont très pauvres.** Le revenu moyen d'une famille pauvre biparentale est 10 000 \$ sous le seuil de la pauvreté.
- **Le taux de pauvreté des enfants de familles monoparentales dirigées par une femme et de familles autochtones, racialisées et immigrantes est le double au moins du taux de pauvreté moyen.**



L'inquiétude soulevée par la persistance des taux élevés de pauvreté des enfants et des familles en Ontario et ce, malgré des années de croissance économique, s'est traduite, en 2007, par certaines mesures positives. Le budget provincial s'est attaqué à la pauvreté des enfants en introduisant la Prestation ontarienne pour enfants (POE) pour familles à faible revenu. De plus, le salaire horaire minimum a été augmenté à 8,75 \$ et passera à 10,25 \$/h en 2010. Le gouvernement provincial réélu s'est engagé à mettre en œuvre une stratégie de réduction de la pauvreté pour l'Ontario, assortie de cibles et de mesures; il a nommé un ministre responsable de la réduction de la pauvreté; et il créé un comité du Cabinet pour s'occuper de la question.

En prévision de consultations publiques à venir sur la réduction de la pauvreté, ce rapport fournit les plus récentes données sur la pauvreté des enfants et des familles en Ontario et les recommandations de Campagne 2000 pour que la stratégie ontarienne de réduction de pauvreté soit efficace. L'Ontario doit se doter d'une stratégie interministérielle à long terme, assortie d'indicateurs clés, mesurés annuellement pour suivre les progrès et assurer la reddition de comptes. Le gouvernement fédéral et les municipalités ont un rôle à jouer, tout comme les entreprises et les syndicats.

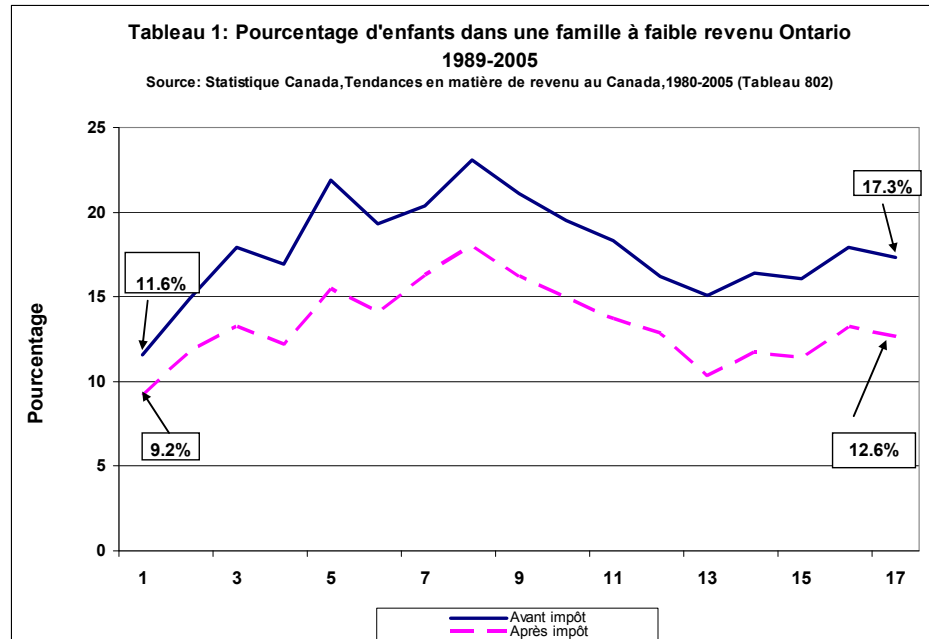
Nous réitérons notre appel pour une stratégie fixant à 25 % la cible minimum de réduction du taux de pauvreté infantile au cours des cinq prochaines années et à au moins 50 % au cours des dix prochaines années. Cela permettrait à l'Ontario de s'engager fermement sur la voie de l'éradication de la pauvreté. Veiller à ce que le niveau de vie de tous les adultes travaillant à temps complet toute l'année soit au-dessus du seuil de pauvreté devra être une des pierres d'assise de la stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario.

Campagne 2000 remercie *Family Service Association of Toronto*, son organisme parrain, soutenu par *United Way of Toronto*

Pauvreté infantile en Ontario

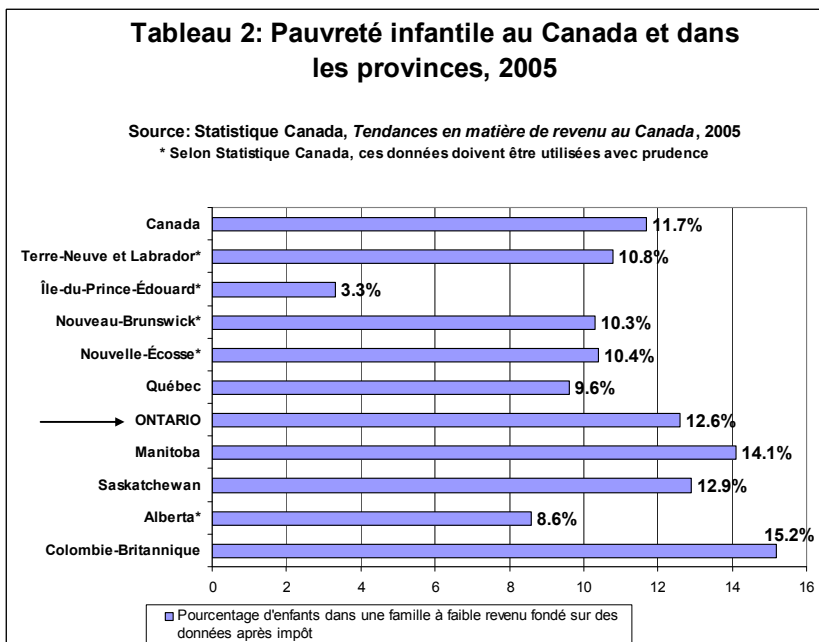
La pauvreté infantile en Ontario marque une tendance à la hausse depuis 2001 malgré la croissance économique. Un enfant sur huit en Ontario est dans une famille vivant sous le seuil de pauvreté (revenu après impôt), soit 345 000 enfants ou 12,6 % des enfants et des jeunes de moins de 18 ans. Avant impôt, c'est 1 enfant sur 6, ou 474 000 enfants, qui vit dans la pauvreté.¹

Le taux provincial de pauvreté infantile a légèrement diminué de 2004 à 2005, mais il demeure supérieur à 10 %. Il est bien au-dessus du taux de 9,2 % (après impôt) de 1989, l'année où le Parlement canadien a résolu à l'unanimité d'éliminer la pauvreté des enfants avant l'an 2000.



Trois provinces seulement ont des taux de pauvreté infantile supérieurs à ceux de l'Ontario (C.-B., Manitoba et Saskatchewan). Le taux de pauvreté infantile au Québec est de 9,6 % et il diminue régulièrement depuis un sommet de 22 % atteint en 1997. C'est l'année où de nouvelles mesures de soutien aux familles ont été mises en œuvre, dont l'expansion du réseau des services de garde abordables, l'augmentation de la prestation pour enfants et un congé parental bonifié. Le gouvernement du Québec a lancé un plan d'action pour réduire la pauvreté en 2004.

L'Ontario est la province la plus peuplée du Canada et 44 % de tous les enfants défavorisés du pays y vivent. Si l'Ontario met en œuvre une stratégie de réduction de pauvreté efficace, la mesure aura un effet important sur la réduction du taux canadien de pauvreté infantile, qui est de 11,7 %



* * * * *

Statistique Canada produit deux catégories d'indicateurs de faible revenu, la première étant basée sur le revenu avant impôt et la seconde, sur le revenu après impôt. Campagne 2000 se sert des deux pour surveiller la pauvreté infantile. La différence des taux de pauvreté est d'environ 5 % selon que l'on utilise les données avant impôt ou après impôt. Les deux catégories d'indicateurs révèlent peu de changements dans la situation matérielle des enfants considérant les niveaux actuels de prospérité. Ce rapport, à moins d'avis contraire, utilise les indicateurs de pauvreté après impôt.

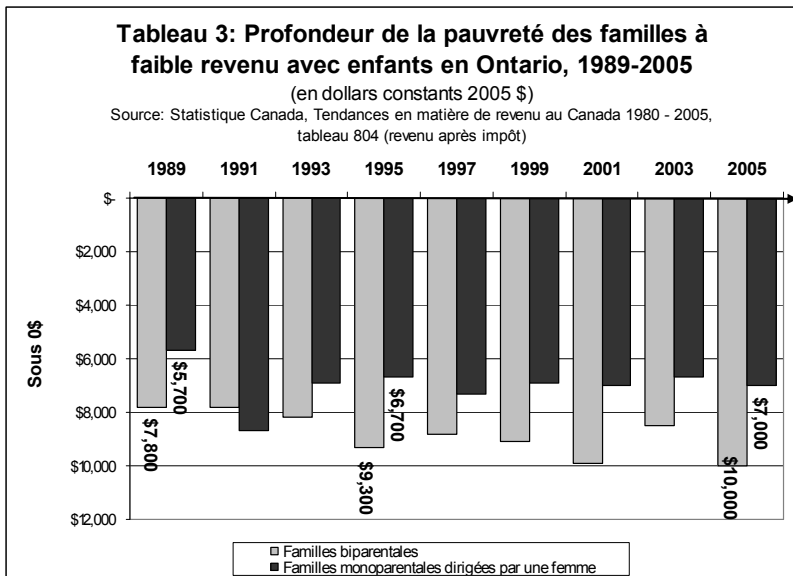
* * * * *

Les familles à faible revenu vivent dans une pauvreté grandissante

La profondeur de la pauvreté se mesure à l'écart entre le niveau de vie de la famille et le seuil de pauvreté. En Ontario, il faudrait, en moyenne, 10 000 \$/an de plus à une famille biparentale à faible revenu pour l'amener au seuil de pauvreté (après impôt). Pour la famille monoparentale dirigée par une femme, il faudrait en moyenne 7 000 \$/an de plus.

Même si le taux de pauvreté des enfants et des familles en Ontario a baissé depuis le sommet atteint au milieu des années 1990, une famille à faible revenu est aussi pauvre actuellement qu'elle l'était il y a dix ans quand l'économie était au ralenti. La pauvreté grandissante se manifeste dans le recours accru aux banques alimentaires. Le nombre de personnes ayant recours aux banques alimentaires en Ontario a augmenté de 14,3 % de 2001 à 2007. Sur les 318 540 personnes dépendant des banques alimentaires en 2007, 123 600 étaient des enfants.²

Pour être efficace, la stratégie de réduction de la pauvreté devra réduire et le taux et la profondeur de la pauvreté. Le revenu des familles pauvres devra être augmenté, selon un calendrier précis, pour atteindre et dépasser le seuil de pauvreté.



Certains enfants sont plus vulnérables : discrimination et pauvreté familiale

Pour les enfants ontariens, le risque d'être pauvres n'est pas plus homogène que pour la population en général. Les enfants issus de communautés ou de groupes victimes de discrimination systémique sont beaucoup plus susceptibles de grandir dans la pauvreté. Pour réussir à diminuer la pauvreté, la stratégie de réduction de pauvreté provinciale devra comporter des politiques et des mécanismes spéciaux qui s'attaqueront efficacement aux obstacles systémiques et favoriseront une plus grande équité dans nos collectivités.

Les données démographiques du recensement sont basées sur les revenus avant impôt.³ Elles révèlent que les enfants ayant des incapacités, les enfants de familles monoparentales dirigées par une femme, les enfants autochtones, racialisés⁴ et d'immigration récente sont de 1,5 à 3 fois plus à risque de vivre dans la pauvreté que tous les autres enfants. Pour les enfants exposés à plusieurs formes d'exclusion sociale, p. ex. un enfant africain canadien dont la mère est célibataire, la vulnérabilité à la pauvreté familiale et la profondeur de cette pauvreté sont accrues.

Les taux de pauvreté sont les plus élevés dans le cas des familles monoparentales dirigées par une femme. Un peu moins de la moitié (49 %) de ces

familles sont pauvres en Ontario. En 2003, le revenu moyen de ces familles correspondait aux deux tiers de celui des familles monoparentales dirigées par un homme.⁵ Les mesures suivantes sont une première étape pour combler l'écart :

- hausse du salaire minimum
- soutien financier aux programmes de formation
- programmes d'équité salariale
- création de services de garde abordables

On s'inquiète de plus en plus en Ontario au sujet de la racialisation de la pauvreté, à savoir les niveaux constants et disproportionnés de pauvreté dans les communautés de couleur.⁶ Trente-deux pour cent des enfants de familles racialisées en Ontario sont pauvres (Recensement 2001) et ce pourcentage a augmenté de façon spectaculaire au fil des ans. De 1981 à 2001, le taux de pauvreté dans ces familles à Toronto a augmenté d'un saisissant 362 %, tandis qu'il diminuait de 28 % dans les familles torontoises d'origine européenne.⁷ Les recommandations formulées par la campagne Colour of Poverty et appuyées par Campagne 2000 sont les suivantes :

- équité en matière d'emploi
- fin à la discrimination dans le milieu de travail
- s'assurer que tous les jeunes terminent leurs études secondaires

Au Canada, la population autochtone est jeune, elle augmente et elle s'urbanise de plus en plus. Les nouvelles données du recensement 2006 révèlent une hausse de 29 % depuis 2001 du nombre d'Autochtones vivant en Ontario, soit plus de 5 % par année.⁸ À 33 % (recensement 2001), le taux de pauvreté des enfants autochtones vivant hors réserve est près du double de celui des enfants ontariens en général. Et les données nationales indiquent que 29 % des enfants autochtones en 2006 vivaient dans une famille monoparentale dirigée par une femme, augmentant ainsi le risque de pauvreté familiale.⁹

La constitution canadienne garantit les droits inhérents autochtones et les droits des Inuits, des Premières nations et des Métis en vertu des traités. Le gouvernement provincial devrait travailler avec le gouvernement fédéral et en consultation avec les communautés autochtones pour mettre en œuvre une stratégie autochtone de réduction de la pauvreté.

Les enfants de familles immigrantes sont aussi plus à risque d'être pauvres. Selon les données du recensement 2001, près d'un enfant sur deux (47 %) issu d'une famille d'immigration récente et

un enfant sur 2,5 issu de familles immigrantes (39 %) vivent dans la pauvreté. Le gouvernement ontarien peut soutenir ces familles immigrantes en:

- éliminant la période d'attente pour avoir accès rapidement à l'assurance-maladie de l'Ontario,
- permettant plus facilement aux nouveaux arrivants de pratiquer leurs métiers et professions,
- augmentant les fonds consentis aux programmes d'anglais en tant que langue seconde,
- offrant une gamme de services aux familles : logement abordable, services de garde, salaire décent et flexibilité de la réglementation en milieu de travail.¹⁰

Un enfant ayant une incapacité sur quatre en Ontario (26 %) vit dans une famille à faible revenu qui fait face à un manque de services et à des pressions sociales et financières. Près de la moitié de tous les enfants canadiens ayant une incapacité et qui ont besoin d'appareils fonctionnels ne peuvent se les procurer, la raison principale étant financière.¹¹ Le gouvernement provincial doit accroître les services et le soutien offerts à ces familles, notamment transport adéquat, logement sécuritaire, abordable et accessible et financement suffisant pour des services de santé mentale et d'éducation spécialisée dans le système scolaire public. Les programmes d'aide fédéraux doivent être à l'abri de toute forme de récupération.¹²

Les enfants et l'aide sociale : combler le fossé de la pauvreté

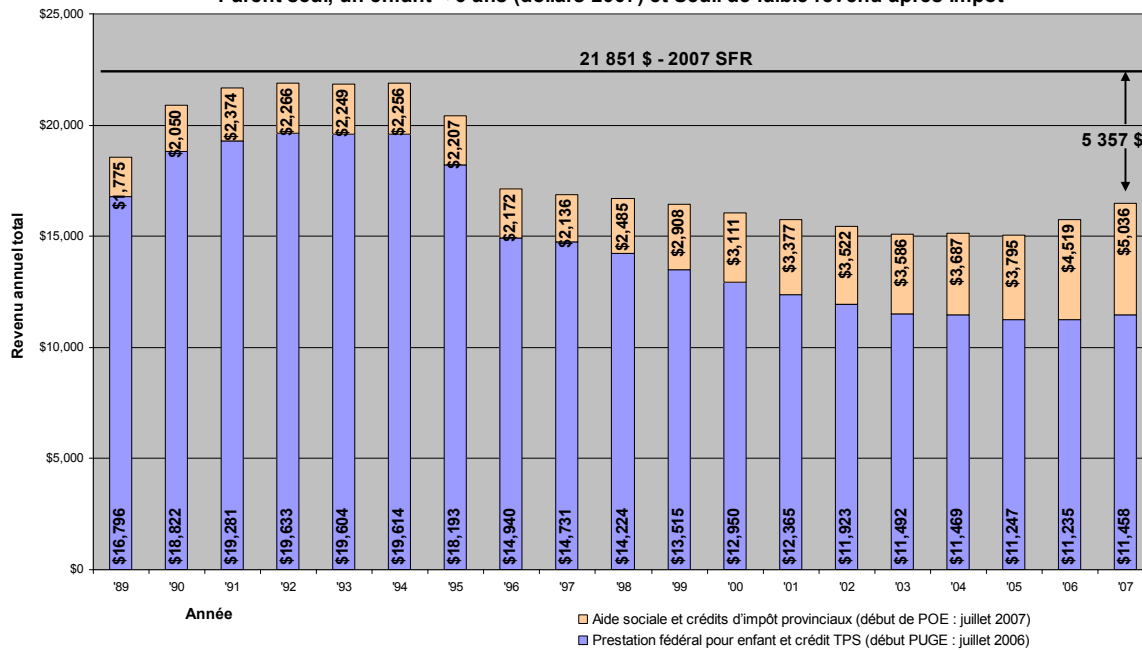
En tant que programme de dernier recours, l'aide sociale est un soutien essentiel pour beaucoup de personnes en Ontario. Mais les enfants et les familles bénéficiaires d'aide sociale se débattent avec des revenus insuffisants, des règles parfois punitives et incohérentes et une stigmatisation sociale non méritée.

En décembre 2007, l'Ontario comptait 195 327 enfants vivant dans des familles bénéficiaires d'aide sociale. Parmi ceux-ci, 146 640 recevaient des prestations d'Ontario au travail et 48 687, des prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées. De ce nombre, 139 868 (72 %) vivaient dans des familles monoparentales. 67 % des enfants bénéficiaires d'aide sociale vivent dans des familles monoparentales dirigées par une femme.¹³

Ces familles ont recours à l'aide sociale pour diverses raisons, notamment chômage ou sous-emploi, séparation d'avec son conjoint, santé précaire, incapacités ou inadmissibilité à des programmes fédéraux comme l'assurance-emploi. Les parents seuls, par exemple, sont souvent dans l'impossibilité d'être actifs sur le marché du travail à cause d'obstacles tels que des problèmes de santé chroniques (eux ou leurs enfants), des handicaps physiques ou des problèmes de santé mentale, la nécessité de prendre soin d'autres membres de leur famille et un vécu personnel de violence et d'abus.¹⁴ Elles ont besoin d'un niveau de vie leur permettant de vivre décemment et d'élever leurs enfants dans la dignité.

En 2007, une mère seule vivant dans une grande ville comme Toronto avec un enfant âgé de moins de six ans et recevant l'allocation maximale d'Ontario au travail et d'autres prestations vivait à 5 357 \$ sous le seuil de pauvreté.¹⁵ Cette profonde pauvreté existe en dépit des hausses récentes des prestations pour enfants, lesquelles commencent tout juste à avoir un effet bénéfique sur les revenus en déclin depuis dix ans. Mais la tendance à la hausse des revenus est susceptible d'être de courte durée. En effet, le gouvernement fédéral ne s'est pas engagé à augmenter la Prestation fiscale canadienne pour enfants ni le Supplément de la prestation nationale pour enfants au-delà de 2007. Les allocations consenties en vertu de la nouvelle Prestation ontarienne pour enfants augmenteront de 2008 à 2011, mais la réduction graduelle des taux d'aide sociale diminuera son impact.

Tableau 4:
Revenu maximum total d'une famille sur l'aide sociale (Ontario au travail), 1989 à 2007
Parent seul, un enfant < 6 ans (dollars 2007) et Seuil de faible revenu après impôt



Source : Conseil national du bien-être social : Revenu d'aide sociale, 2005, p. 64

Des mesures immédiates doivent être prises pour combler le fossé de la pauvreté : Suffisance des revenus

En dollars réels, les taux d'aide sociale actuels sont inférieurs à ce qu'ils ont été, toutes périodes confondues, depuis 1967.¹⁶ Comme on le constate dans le tableau, les revenus des personnes bénéficiaires de l'aide sociale sont grossièrement insuffisants. Après avoir payé son logement de deux chambres à coucher, l'épicerie et le téléphone, il ne reste plus que 38 \$/ mois à cette mère seule pour les vêtements, le transport, les fournitures scolaires, les objets d'hygiène personnelle, les divertissements et toute autre chose dont elle ou son enfant ont besoin. Elle pourrait bien se priver du luxe du téléphone pour acheter des produits essentiels comme de la pâte dentifrice, du shampoing, du savon, de la nourriture et des vêtements convenables pour son enfant.

Tableau 5 : Mère seule avec enfant de six ans, prestataire d'Ontario au travail, 2007¹⁷

Revenu mensuel	\$
Ontario au travail	901
Crédits d'impôt/Prest. enfants	474
Revenu total	1,375
Dépenses mensuelles de base	
Logement 2 chambres à coucher	1,067
Épicerie saine	235
Téléphone	35
Dépenses de base totales	1,337
Montant restant	38 \$

Manifestement, les familles sur l'aide sociale ne peuvent pas attendre que l'Ontario se dote d'une stratégie de réduction de la pauvreté. On doit augmenter de façon considérable et sur-le-champ les prestations d'aide sociale pour que les familles puissent faire face au véritable coût de la vie. Il faut mettre en place un mécanisme rationnel et équitable pour fixer les taux, un mécanisme qui tient compte des véritables coûts.

Protection contre l'inflation

Depuis 2003, le gouvernement hausse annuellement le taux des prestations d'aide sociale; la hausse globale a été de 7,16 %.

Ces augmentations sont bienvenues, mais leur effet positif a été annulé par un taux d'inflation de 8,85 %. La situation des familles prestataires d'aide sociale, déjà peu reluisante, s'est aggravée depuis 2003.

Une des premières mesures mises en œuvre au Québec et à Terre-Neuve et au Labrador, en vertu de leur stratégie de réduction de la pauvreté, a été de hausser les taux d'aide sociale et d'indexer les prestations sur une base permanente. La Nouvelle-Écosse ajuste aussi les taux d'aide sociale à l'inflation. L'Ontario doit faire de même. Les familles n'ont pas les moyens de voir leurs revenus s'éroder à cause de l'augmentation du coût de la vie.

Assouplir les règles

Pour avoir accès aux prestations d'aide sociale, il existe quelque huit cents critères et règlements. Comme le souligne le rapport Matthews, commandé par le gouvernement de l'Ontario, bon nombre de ces règles sont « punitives et ne sont pas conçues pour soutenir les personnes, mais plutôt pour éviter qu'elles aient accès au régime ». ¹⁸

Par exemple, la mère seule de l'exemple précédent reçoit d'Ontario au travail une allocation de logement de 549 \$/mois. ¹⁹ Elle a trouvé une colocataire pour partager le coût de l'appartement (1 067 \$/mois) de manière à ce que son allocation suffise à couvrir le coût du loyer. Mais quand on partage un logis, Ontario au travail réduit l'allocation de logement proportionnellement au nombre de colocataires. L'allocation de la mère est donc réduite de moitié, ce qui est très loin de pouvoir l'aider à assumer sa part du loyer.

À cause de règles punitives comme celles-ci, les familles sont coincées dans un cycle de pauvreté et de dépendance. Les familles risquent de perdre des services essentiels comme leurs allocations en cas de maladie, leur logement social, leurs prêts étudiants et leurs services de garde subventionnés quand les parents se trouvent un emploi et que le revenu familial augmente. ²⁰ Le gouvernement provincial doit réviser en profondeur les règles de l'aide sociale et examiner la façon dont elles interagissent avec d'autres programmes sociaux. L'application de ces règles punitives et contreproductives équivaut à un mauvais traitement des personnes et constitue une perte d'argent, de l'argent qui pourrait servir, au contraire, à améliorer leur vie.

La Prestation ontarienne pour enfants : équité et mise en œuvre accélérée sont de rigueur

En juillet 2007, le gouvernement a institué la Prestation ontarienne pour enfants (POE), assortie d'un acompte forfaitaire de 250 \$. Les familles avec enfants de 18 ans et moins admissibles, que les parents travaillent ou reçoivent de l'aide sociale, ont reçu l'acompte et, en juillet 2008, elles recevront une prestation mensuelle. La prestation mensuelle maximum augmentera graduellement de 50 \$/enfant en 2008 à 92 \$/enfant en 2011.

Ce nouveau programme très important viendra en aide à beaucoup d'enfants ontariens. Par contre, il s'y glisse une iniquité fondamentale : les enfants dont les parents reçoivent de l'aide sociale ne recevront pas la pleine valeur de la POE. Lorsque les prestations mensuelles entreront en vigueur en juillet 2008, les taux d'aide sociale seront réduits, ayant pour effet de diminuer d'autant la part de la POE. ²¹

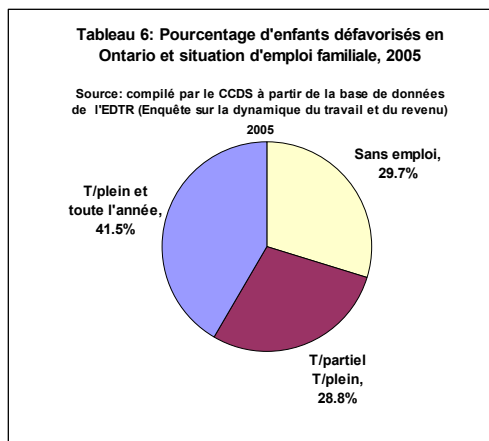
Au moment du versement complet de la prestation en 2011, la prestation nette des enfants dont les parents reçoivent de l'aide sociale sera seulement de 50 \$/mois et non pas de 92 \$, car les taux d'Ontario au travail et du POSPH diminueront à mesure que ceux de la POE augmenteront. De plus, après juillet 2008, les allocations pour l'achat de vêtements d'hiver et de fournitures scolaires seront amalgamées à la POE. Ces faibles allocations annuelles aident les familles à payer les vêtements neufs et les fournitures scolaires de leurs enfants qui grandissent et permettent aux enfants défavorisés d'avoir une chance égale à l'école. Les intégrer à la prestation mensuelle, quand les revenus sont déjà bas, signifie que les familles devront choisir entre payer l'épicerie et procurer à leur enfant un manteau chaud pour l'hiver.

C'est inacceptable. Tous les enfants défavorisés, sans égard à la source de revenu de leurs parents, devraient recevoir la pleine valeur de la POE. Imposer aux enfants pauvres d'attendre jusqu'à 2011 pour l'amélioration du revenu de leur famille, c'est bien long. La mise en œuvre de la POE doit être accélérée pour aider les familles à faible revenu à faire face au coût d'élever des enfants.

Ils ont beau travailler, ils demeurent pauvres

Les programmes gouvernementaux visent à sortir les gens de l'aide sociale et les intégrer au marché du travail. Mais, faute de salaires décent et de bonnes conditions de travail, au lieu d'être pauvre sur l'aide sociale, on est pauvre en travaillant. Un emploi ne suffit pas à lui seul pour garantir qu'une famille échappe à la pauvreté. Deux enfants défavorisés sur cinq (41,5 %) en Ontario vivent dans des familles dont un parent au moins travaille à temps plein, toute l'année sans toutefois gagner suffisamment pour sortir sa famille de la pauvreté. La vaste majorité des enfants défavorisés (70 %) ont des parents actifs sur le marché du travail soit à temps complet soit à temps partiel. Leurs parents occupent un emploi dont le salaire, le nombre d'heures et les avantages sociaux sont insuffisants, de sorte qu'ils ne peuvent pas assurer à leur famille un niveau de vie au-dessus du seuil de la pauvreté.

Comment se fait-il qu'autant de parents travaillent, mais demeurent pauvres? La faiblesse des salaires est une raison. Le gouvernement a adopté une mesure importante en augmentant le salaire minimum, mais même à 8,75 \$/h (à partir d'avril 2008), les gains d'emploi d'une personne seule travaillant à temps complet toute l'année se situent à environ 3 000 \$ sous le seuil de pauvreté (SFR avant impôt). Il faut gagner 10,25 \$/h pour atteindre le seuil de pauvreté si on est célibataire, qu'on vit dans une grande ville ontarienne et qu'on travaille 40 heures par semaine 52 semaines.



L'augmentation des emplois précaires et instables, non protégés par les normes provinciales du travail est une autre raison pour laquelle les familles restent pauvres. Environ 37 % de tous les emplois sont précaires : temps partiel, contractuels, temporaires et autonomes.²² Depuis 2002, l'Ontario a perdu quelque 205 000 emplois bien rémunérés dans le secteur manufacturier.²³

Entre-temps, le nombre d'agences d'emplois temporaires au Canada est passé de 1 300 au début des années 1990 à 4 200 en 2004. Près de 60 % de ces agences se trouvent en Ontario.²⁴ Les travailleurs et les travailleuses qui occupent des emplois temporaires et contractuels sont plus susceptibles de ne pas être payés, d'être payés sous le salaire minimum et de ne pas être payés pour les congés fériés et les heures supplémentaires.

Les femmes, les immigrants et les personnes appartenant à des communautés racialisées se trouvent de façon disproportionnée dans les emplois aux salaires et conditions de travail les plus médiocres.²⁵ Les raisons : discrimination sexuelle et raciale, non-reconnaissance des diplômes décernés et de l'expérience acquise à l'étranger, employeurs véreux, laxisme du gouvernement à veiller au respect des droits des travailleurs et travailleuses et lois vétustes qui présument que tous travaillent à temps plein toute l'année. La Loi sur les normes du travail de l'Ontario doit être actualisée pour protéger les travailleuses et les travailleurs contractuels, temporaires et autonomes.

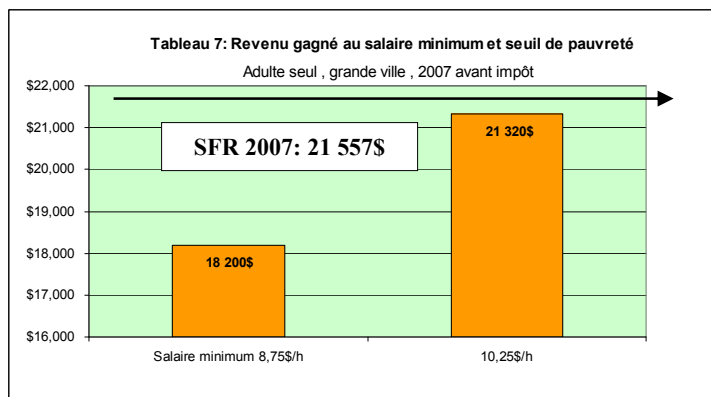
Un autre problème pour les parents sans emploi : l'inadmissibilité à l'assurance-emploi, ce qui les oblige à avoir recours à l'aide sociale. Les changements apportés par le fédéral au régime d'assurance-emploi ont eu pour effet de réduire à 30 % seulement la proportion d'Ontariennes et d'Ontariens admissibles au programme en 2006.²⁶

L'Ontario a un problème de bas salaires

Un rapport de l'UNICEF, *La pauvreté des enfants dans les pays riches*, a révélé un lien étroit entre les bas salaires et les taux de pauvreté infantile. Dans les pays où le pourcentage d'emplois à bas salaire – salaires inférieurs aux deux tiers du salaire médian – était élevé, les taux de pauvreté infantile étaient élevés. Le salaire médian est le niveau à partir duquel la moitié de tous les travailleurs gagnent plus et l'autre moitié moins. En Ontario, en 2006, le salaire médian était d'environ 18 \$/h. Ainsi, les emplois faiblement rémunérés payaient 12 \$/h, soit près d'un emploi sur quatre en Ontario.²⁷

Règlements municipaux pour un salaire décent

Plus de cent villes aux É.-U. ont adopté des règlements concernant les salaires décents. Ces règlements stipulent que la municipalité doit verser à tous ses employés et sous-traitants un salaire décent, à savoir au-dessus du salaire minimum, permettant ainsi à une personne de satisfaire ses besoins essentiels et d'économiser. L'expérience étatsunienne a démontré que ce genre de règlement municipal pouvait aider à améliorer le niveau de vie des travailleurs et des travailleuses sans coûts indus pour l'employeur, la municipalité et la population en général.²⁸ En Ontario, les municipalités régionales de Niagara et de Waterloo envisagent d'adopter des règlements pour un salaire décent. Le principe est simple : on estime que les fonds publics ne devraient pas servir à financer des salaires qui perpétuent la pauvreté.



Veiller à ce que le travail soit un moyen sûr d'échapper à la pauvreté :

Avoir un emploi devrait être un moyen sûr d'échapper à la pauvreté. Pour qu'il en soit ainsi, l'Ontario **doit se doter d'une bonne stratégie d'emploi** pour conserver les emplois du secteur manufacturier et favoriser la croissance de bons emplois à salaires décentes, assortis d'avantages sociaux et assujettis aux normes du travail.

- **Hausser maintenant le salaire minimum à 10,25 \$/h afin qu'un emploi à temps complet paie suffisamment pour sortir quelqu'un de la pauvreté.** Ne pas attendre 2010. Indexer en permanence le salaire minimum au coût de la vie. Hausser le salaire minimum est bénéfique non seulement pour les familles, mais pour les économies locales. Au Royaume-Uni et dans plusieurs États américains, où le salaire minimum a été augmenté substantiellement, les craintes d'un recul des entreprises et de l'emploi ne se sont jamais matérialisées.²⁹ Les travailleurs et travailleuses au bas de l'échelle dépensent une grande partie de leur revenu localement. Une hausse du salaire minimum a pour effet d'améliorer la situation des commerces locaux comme les épiceries, les magasins de vêtement et les restaurants. Selon les entreprises, l'adoption de règlements municipaux sur le salaire décent a eu pour effet de diminuer le taux de roulement de la main-d'œuvre, d'augmenter sa productivité et de réduire les coûts de formation.³⁰
- **Introduire des crédits d'impôt à l'emploi** en conjonction avec un salaire minimum suffisant ou réclamer du gouvernement fédéral qu'il augmente la Prestation fiscale pour revenu gagné afin de soutenir les gagne-petit.
- **Fournir aux travailleurs et travailleuses à faible revenu des allocations de maladie et de soins dentaires.** Le gouvernement de l'Ontario s'est engagé à fournir les soins dentaires aux travailleurs et travailleuses à faible revenu.
- **Actualiser les normes du travail pour protéger les travailleurs et travailleuses précaires et veiller à appliquer la loi.** La Loi sur les normes du travail doit assurer aux travailleuses et travailleurs contractuels, temporaires et autonomes les mêmes protections en vertu de la loi provinciale sur le travail qu'aux travailleurs à temps complet et assurer l'équité pour les employeurs. La Province doit multiplier les inspections en ce qui a trait au respect des normes du travail et veiller à ce que les employeurs qui contreviennent à la loi soient démasqués et mis à l'amende.
- **Améliorer l'accès à la syndicalisation.** Les travailleuses et travailleurs syndiqués ont tendance à avoir des emplois mieux rémunérés et plus d'avantages sociaux que les non-syndiqués, et leurs droits sont mieux respectés dans le milieu de travail. De leur côté, les employeurs profitent de relations de travail de longue durée et plus stables qui favorisent une plus grande productivité et un taux de roulement du personnel plus bas.³¹ Les personnes devraient pouvoir se syndiquer dans tous les milieux de travail en signant simplement une carte d'accréditation syndicale. Il faudrait qu'il soit plus facile pour les travailleurs et les travailleuses dans les petites entreprises ou les milieux de travail précaires de se syndiquer en vertu de la Loi sur les relations de travail.
- **Continuer d'investir dans des services pour aider tous les nouveaux immigrants à obtenir un bon emploi** correspondant à leurs habiletés et à leur formation. Ces services comprennent des programmes d'intégration au marché du travail, des cours de langue en milieu de travail et des programmes d'apprentissage, ainsi que des initiatives d'envergure pour s'attaquer à la discrimination en emploi au moment de l'embauche et dans le milieu de travail.
- **Exercer des pressions sur le gouvernement fédéral en vue d'améliorer l'accès à l'A-E** en adoptant la norme de 360 heures travaillées comme critère d'admissibilité, assurant ainsi l'accès aux travailleuses et travailleurs mis à pied et à temps partiel. Le régime doit aussi améliorer le niveau des prestations et hausser le maximum actuel de 400 \$/semaine.

Accès aux services de garde : élément critique pour réduire la pauvreté

Tous les enfants, sans égard à leur situation socioéconomique, retirent des bienfaits de fréquenter des services éducatifs et de garde à l'enfance qui favorisent le développement de leurs habiletés et les préparent à l'école. Un programme universel de services de garde, financé par l'État, est un élément critique d'une stratégie intégrée de réduction de la pauvreté. Les parents ont besoin de services de garde de qualité, abordables et sécuritaires pour partir à la recherche d'un travail ou pour retourner aux études et se perfectionner afin d'obtenir un bon emploi.

L'Ontario est doté d'un réseau morcelé de services de garde à l'enfance, dont la qualité et la disponibilité varient grandement. Les familles à faible et modeste revenu sont aux prises avec une gamme de difficultés. Le nombre de places en services de garde réglementés suffit à répondre aux besoins de seulement 12 % des enfants âgés de 0 à 12 ans.³² En comparaison, le Québec a suffisamment de services de garde réglementés pour répondre aux besoins de 35 % de ses enfants de moins de 12 ans. Le coût d'une place en service de garde réglementé peut atteindre 12 000 \$/an en Ontario. On estime à 17 000 le nombre de familles sur une liste, en attente d'une subvention.

Le gouvernement ontarien s'est engagé à développer les maternelles temps plein pour les enfants de 4 et 5 ans, un pas important dans la bonne direction. Mais l'Ontario et le Canada doivent continuer d'investir dans un système public de services de garde de qualité destinés à tous les groupes d'âge et accessibles à toutes les familles ontariennes. Campagne 2000 appuie la revendication voulant qu'au moins 25 % des enfants ontariens de moins de 12 ans aient accès à un service de garde sous permis d'ici 5 ans. Les salaires et les avantages sociaux du personnel doivent également être améliorés pour renforcer la qualité des services et stabiliser le

secteur. Vu les salaires actuels, soit 12 \$ - 14 \$ l'heure, le programme de bonification salariale doit devenir universel et s'appliquer à tous les travailleurs et travailleuses du secteur des services de garde.³³

Accès au logement abordable

La plupart des ménages à faible et modeste revenu en Ontario habitent un logement locatif privé ou social. Pourtant, il manque désespérément de nouveaux immeubles locatifs. Le coût moyen des loyers a tellement augmenté que la majorité des ménages n'ont plus les moyens de les payer.³⁴ Le nombre de ménages en Ontario à avoir un besoin impérieux de logement (vivant dans un logement inabordable, inférieur aux normes et surpeuplé) atteignait presque 600 000 en 2001.³⁵ Plus de 123 000 ménages sont sur une liste en attente d'un logement social où le loyer est fixé en fonction du revenu.³⁶ En 2006, 66 746 ménages locataires en Ontario, un sommet jamais atteint, faisaient face à l'expulsion, les hausses de loyer et de coût d'énergie étant les principales causes.³⁷

En 2001, l'Ontario a signé, à l'instar des autres provinces et territoires, une entente-cadre sur le

logement abordable avec le gouvernement fédéral en vertu de laquelle tous s'entendent pour partager les coûts d'un nouveau programme de logement social de deux milliards de dollars. Depuis, l'ensemble des provinces et territoires, sauf l'Ontario, ont augmenté leurs dépenses pour le logement. En Ontario, les dépenses ont diminué de 2001 à 2007.³⁸ Le gouvernement provincial réélu a promis de lancer une stratégie de logement abordable pour l'Ontario. Campagne 2000 demande que ce soit une stratégie intégrée, totalement financée et qu'elle s'inscrive dans une stratégie efficace de réduction de la pauvreté. Le gouvernement fédéral doit continuer d'assumer son rôle en investissant dans une stratégie du logement et pour les sans-abri, et en augmentant et rénovant le parc de logements sociaux.

Accès à l'éducation et à la formation

L'éducation et la formation sont deux moyens sûrs d'échapper à la pauvreté. Ils permettent aux personnes d'accroître leur niveau de compétence et d'accéder à des emplois mieux rémunérés. Investir dans un bon système public d'éducation et faciliter l'accès aux études postsecondaires, au perfectionnement et à la formation continue sont deux volets essentiels d'une stratégie efficace de réduction de la pauvreté.

Il faut éliminer les frais scolaires dans le système d'écoles publiques. Ils empêchent les enfants défavorisés de participer aux sorties de groupe et autres activités parascolaires. Le taux de décrochage scolaire au secondaire en Ontario était de 25 % en 2007 et aussi élevé que 40 % dans certaines communautés racialisées et chez les jeunes autochtones.³⁹ En Ontario, 18 % des personnes en âge de travailler n'ont pas terminé d'études secondaires.⁴⁰ Il faut absolument soutenir les efforts pour réduire ces chiffres et assurer l'accès à l'éducation postsecondaire. On estime que 70 % de tous les nouveaux emplois dans les dix prochaines années demanderont une attestation professionnelle, un diplôme collégial ou un grade universitaire.⁴¹ Les droits de scolarité en hausse en Ontario et la perspective d'une dette d'études élevée sont devenus des obstacles majeurs pour les familles à faible revenu. En 2006, le gouvernement a mis fin au gel des droits de scolarité dans les universités.

Les travailleurs et travailleuses sans emploi inscrits dans des programmes de formation doivent souvent accepter le premier emploi offert plutôt que bénéficier du soutien financier et du perfectionnement dont ils auraient besoin pour quitter de façon permanente le cycle des emplois précaires et temporaires. Quand les bénéficiaires d'aide sociale intègrent le marché du travail, ils n'ont plus droit aux programmes gouvernementaux. Pourtant, ils seraient nombreux à pouvoir bénéficier de services personnalisés pour accéder à des emplois mieux rémunérés et spécialisés.

Emploi Ontario devrait fournir des occasions de perfectionnement individuel ou de groupe dans le cadre de programmes étalés sur plusieurs années. Les personnes sans emploi ont besoin de soutien financier pour pouvoir suivre des formations. Les bénéficiaires d'aide sociale devraient avoir droit de participer aux programmes de formation d'Emploi Ontario.

Selon les diverses commissions de formation en Ontario, les principales tendances du marché du travail sont les suivantes : manque de travailleuses et de travailleurs spécialisés, pénurie d'apprentis, vieillissement de la main-d'œuvre, marginalisation des immigrants, taux de chômage élevé chez les jeunes, problèmes d'alphabétisation et de compétences générales.⁴² Le gouvernement provincial doit favoriser l'accès aux études postsecondaires pour soutenir une main-d'œuvre bien instruite tout en améliorant la formation et les possibilités de perfectionnement offertes aux jeunes, aux immigrants récents, aux gagne-petit et aux travailleurs âgés.

Pour commander, visiter le www.campaign2000.ca et remplir le formulaire en ligne ou téléphoner au 416-595-9230, poste 244

Publications :

Ontario Campaign 2000, Toronto

Auteurs :

Jacque Maund, Greg deGroot-Maggetti, Jennefer Laidley et Ann Decter

Traduction :

Jocelyne Tougas

Photos :

Avec la permission de Family Service Association of Toronto

ISBN :

1-894250-53-2

Produit par une main-d'œuvre syndiquée, SEEFPO section locale 594

Available in English www.campaign2000.ca/fr/

Le changement est possible : dotons l'Ontario d'une stratégie de réduction de la pauvreté

Nous savons que les programmes de transferts gouvernementaux donnent de bons résultats en ce qui concerne la réduction de la pauvreté. Sans le crédit pour TPS, la Prestation fiscale canadienne pour enfants et l'assurance-emploi, le taux de pauvreté infantile avant impôt en Ontario aurait été de 24 % en 2005. Cependant, il existe de plus en plus de preuves à l'étranger et au Canada selon lesquelles des stratégies de réduction de la pauvreté étalées sur plusieurs années et assorties d'investissements ciblés sont plus efficaces que les programmes de transferts pour réduire les taux de pauvreté et les maintenir plus bas. L'Ontario peut s'inspirer des expériences concluantes d'autres provinces.

En 2002, pressé en ce sens par des groupes communautaires, le Québec a adopté une loi contre la pauvreté. Un plan d'action a été mis en œuvre en 2004, soutenu par un budget de 2,5 milliards sur cinq ans. Ces investissements ont permis au Québec de réduire son taux de pauvreté infantile à moins de 10 %. Le but était d'améliorer le soutien au revenu pour que ce soit payant de travailler et venir en aide aux familles avec enfants. Les principales mesures du plan d'action : indexation des prestations d'aide sociale, mesures pour encourager les personnes à quitter l'aide sociale et intégrer le marché du travail, crédit d'impôt à l'emploi pour améliorer les revenus des gagne-petit et amélioration du programme universel de prestation pour enfants.⁴³ Le programme de services de garde à 7 \$/jour et l'investissement de 94 M\$ dans le logement social (2001-2007) sont également des éléments clés de la stratégie québécoise.

Après six mois de vastes consultations populaires, le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador a mis en œuvre, en 2006, son plan d'action pour réduire la pauvreté et depuis, il s'est engagé à y investir 91 M\$ annuellement. Au cours des deux dernières années, la province a adopté un certain nombre de mesures énergiques : hausse et indexation des taux d'aide sociale (révision annuelle des taux), élargissement du programme d'assurance-médicaments et de soins dentaires, abolition des frais scolaires et maintien du gel des droits de scolarité, soutien accru au renforcement des compétences professionnelles, investissement dans le logement et les services de garde abordables. En tant que volet explicite de la stratégie provinciale de réduction de pauvreté, le salaire minimum a été augmenté de 33 % jusqu'à maintenant et des consultations publiques sont en cours en prévision de hausses à venir.⁴⁴

Les familles de l'Ontario méritent ce qu'il y a de mieux. Une stratégie de réduction de la pauvreté énergique, assortie de cibles précises et d'investissements importants, pourra faire une véritable différence dans la vie de milliers d'enfants défavorisés dans notre province. Le gouvernement fédéral doit participer à cette stratégie, de même que les municipalités et les groupes citoyens. Les gouvernements du Québec et de Terre-Neuve et du Labrador ont démontré que les provinces peuvent prendre l'initiative et lancer le processus.



Une stratégie efficace de réduction de pauvreté pour l'Ontario devrait comprendre les quatre éléments suivants :

1. Des cibles et des échéanciers en matière de réduction de pauvreté : Campagne 2000 demande une baisse d'au moins 25 % du taux de pauvreté infantile sur 5 ans et d'au moins 50 % sur 10 ans;
2. Des indicateurs pour mesurer et suivre les progrès dans les principaux domaines stratégiques tels que les bons emplois, la sécurité du revenu, les services de garde, le logement et l'éducation et la formation;
3. Un plan d'action pluriannuel et interministériel soutenu par des investissements correspondants;
4. Suivi et évaluation annuels pour assurer la reddition de comptes.

Campagne 2000 est un réseau pancanadien et non partisan de plus de 120 organisations nationales, provinciales et communautaires résolues à travailler ensemble à l'élimination de la pauvreté des enfants et des familles au Canada. Visitez le site Web www.campaign2000.ca pour une liste complète des partenaires de Campagne 2000.

Campagne 2000 Ontario remercie les organismes suivants pour leur appui : Sisters of St. Joseph of the Diocese of London (ON), Atkinson Charitable Foundation, Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario, Ontario Federation of Indian Friendship Centres, Ontario English Catholic Teachers' Association, le Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile, Sisters of Providence St. Vincent de Paul, en nos dévoués partenaires en Ontario.

Merci aussi au Social Policy and Research Council of BC (SPARC) et au Conseil canadien de développement social (CCDS) pour leur soutien, ainsi qu'à Family Service Association of Toronto, notre organisme parrain soutenu par United Way of Toronto.

Campagne 2000 propose d'articuler la stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario autour des éléments et les indicateurs suivants :

1. BONS EMPLOIS À SALAIRES DÉCENTS

Ce que l'Ontario doit faire	Indicateurs suggérés pour suivre les progrès
<ul style="list-style-type: none"> → Augmenter le salaire minimum à 10,25 \$/h et l'indexer → Soutenir les crédits d'impôt à l'emploi pour gagne-petit → Assurance-maladie et soins dentaires pour gagne-petit → Renforcer l'application de la loi sur les normes du travail et l'actualiser pour protéger la main-d'œuvre précaire → Améliorer l'accès à la syndicalisation → S'attaquer à la discrimination en milieu de travail et investir dans des services pour aider les nouveaux immigrants à décrocher de bons emplois → Élaborer pour l'Ontario une stratégie de bons emplois 	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'enfants défavorisés vivant dans une famille dont le/les parents travaillent à temps complet toute l'année • Pourcentage de travailleurs et travailleuses à faible revenu gagnant moins de 12 \$/h (2/3 du salaire horaire médian) • Pourcentage de travailleurs et travailleuses à faible revenu bénéficiant d'avantages sociaux

2. FILET DE SÉCURITÉ SOCIALE SOLIDE

Ce que l'Ontario doit faire	Indicateurs suggérés pour suivre les progrès
<ul style="list-style-type: none"> → Ajuster les taux de l'aide sociale à l'inflation → Hausser le niveau des prestations et simplifier les règles → Revoir les protocoles de réduction des prestations ayant trait au revenu gagné des gagne-petit → Accélérer la mise en œuvre de la POE → Exercer des pressions sur le gouvernement fédéral pour qu'il augmente à 5 200 \$/enfant la PFCE → Exercer des pressions sur le gouvernement fédéral pour qu'il améliore l'accès à l'assurance-emploi 	<ul style="list-style-type: none"> • Écart en dollars entre les taux d'aide sociale et le seuil de pauvreté • Nombre de personnes bénéficiaires d'aide sociale • Pourcentage de chômeurs admissibles à l'a.-e • Pourcentage d'enfants échappant à la pauvreté grâce aux transferts gouvernementaux

3. ACCÈS AUX SERVICES ÉDUCATIFS ET DE GARDE À L'ENFANCE

Ce que l'Ontario doit faire	Indicateurs suggérés pour suivre les progrès
<ul style="list-style-type: none"> → Mise en œuvre de la maternelle et de la prématernelle temps plein → Investir pour poursuivre le développement d'un système de services de garde réglementés et abordables → Augmenter les salaires et avantages sociaux consentis aux travailleurs et travailleuses en services de garde 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de places en services de garde par rapport au pourcentage d'enfants de 0 à 12 ans • Coût des services par rapport au revenu familial • Liste d'attente pour une place subventionnée • Salaire horaire moyen des travailleuses et travailleurs en services de garde

4. LOGEMENT ABORDABLE

Ce que l'Ontario doit faire	Indicateurs suggérés pour suivre les progrès
<ul style="list-style-type: none"> → Remettre la pleine responsabilité des programmes de logement social au gouvernement provincial → Fournir 45 000 allocations au logement par année aux ménages à faible revenu → Investir dans un programme provincial de logement abordable en vue de construire 8 300 logements/an et des nouveaux logements adaptés → Investir dans la rénovation et la mise à niveau du parc vieillissant de logements sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de ménages ayant un besoin impérieux de logement • Nombre de ménages à risque d'expulsion à cause des loyers trop élevés • Nombre de ménages inscrits sur une liste en attente d'un logement social, et durée de l'attente

5. ÉDUCATION ET FORMATION

Ce que l'Ontario doit faire	Indicateurs suggérés pour suivre les progrès
<ul style="list-style-type: none"> → Investir pour soutenir les élèves à risque → Geler les droits de scolarité et hausser les bourses fondées sur les besoins pour améliorer l'accès aux études postsecondaires → Offrir des programmes de formation de qualité pour soutenir la transition de l'aide sociale au travail et des mises à pied au travail → Fournir aux chômeurs et chômeuses des possibilités de formation individuelle et de groupe par le biais d'Emploi Ontario 	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'élèves ontariens obtenant leur diplôme d'études secondaires • Pourcentage d'élèves provenant de familles à faible revenu poursuivant des études postsecondaires • Pourcentage de personnes participant aux programmes de formation et de perfectionnement professionnel

Notes de fin

- ¹ Les données les plus récentes sur la pauvreté infantile datent de 2005. Les données ont été compilées par le Conseil canadien de développement social à partir des bases de données (1993-2005) accédées à distance de Statistique Canada : *Tendances en matière de revenu au Canada, 2005 et l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR)*. Ces sources de Statistique Canada ne comprennent pas de données sur les réserves autochtones, sur le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut et sur les enfants vivant en institution. Un enfant est une personne âgée de moins de dix-huit ans vivant avec ses parents ou tuteurs. Les enfants pauvres sont ceux qui vivent sous le Seuil de faible revenu (SFR) tel que défini par Statistique Canada. Les SFR varient en fonction de la taille de la famille et de la collectivité habitée. Par ex., le SFR après impôt d'un parent seul avec un enfant habitant un grand centre urbain (500 000 de population et plus) était de 20 956 \$ en 2005.
- ² Spence, Adam. *Ontario Hunger Count Report 2007*. Toronto : Ontario Association of Food Banks.
- ³ Données du recensement 2001. Publication des chiffres pour 2006 prévue en mai 2008. Statistique Canada. *La population. Le budget familial*. 11-404-X1E
- ⁴ Les enfants racialisés sont ceux qui sont victimes de discrimination systémique fondée sur les constructions sociales de race et le concept renvoie aux personnes de couleur qu'elles soient nées au Canada ou issues de l'immigration. Les enfants autochtones, bien que faisant manifestement face à la discrimination, sont abordés dans une section distincte étant donné qu'on ne dispose pas de statistiques explicites à leur sujet et que les responsabilités gouvernementales ne sont pas les mêmes en ce qui les concerne.
- ⁵ Statistique Canada. *La population. Le budget familial*. 11-404-X1E
- ⁶ Colour of Poverty Campaign, *feuillelet d'information n°1*. www.colourofpoverty.ca.
- ⁷ United Way of Greater Toronto et Conseil canadien de développement social (2004). *Poverty by Postal Code: The Geography of Neighbourhood Poverty*. Toronto : United Way of Greater Toronto.
- ⁸ Statistique Canada. *Peuples autochtones au Canada en 2006 : Inuit, Métis et Premières nations*, Recensement 2006. À noter : les données sur le revenu ne sont pas encore disponibles.
- ⁹ Statistique Canada. *Peuples autochtones au Canada en 2006 : Inuit, Métis et Premières nations*, Recensement 2006.
- ¹⁰ Colour of Poverty Campaign, *feuillelet d'information n°8*. www.colourofpoverty.ca.
- ¹¹ Conseil canadien de développement social (2004). Mesures et services de soutien pour les adultes et les enfants (de 5 à 14 ans) ayant une incapacité au Canada. Commandé par les ministres responsables des services sociaux pour le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux.
- ¹² Association canadienne pour l'intégration communautaire, *From Vision to Action: Building an Inclusive and Accessible Canada*, novembre 2007.
- ¹³ Communications personnelles, ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario.
- ¹⁴ Services sociaux de la Ville de Toronto. (2004). *Social Assistance and Social Exclusion : Findings from Toronto Social Services' 2003 Survey of Single Parents on Ontario Works*. Ville de Toronto : direction des services sociaux
- ¹⁵ Le seuil de pauvreté correspond au SFR 2007 après impôt calculé en utilisant la formule de Statistique Canada <http://www.statcan.ca/francais/research/75F0002MIF/75F0002MIF2007004.pdf>
- ¹⁶ Stapleton, John. (23 novembre 2006). *Déclaration au Comité permanent de la chambre des communes sur les ressources humaines, le développement social et la situation des personnes handicapées*.
- ¹⁷ Le calcul du « revenu mensuel » d'un parent seul avec un enfant de moins de 12 ans repose sur (a) 470 \$ d'Ontario au travail pour besoins de base + 538 \$ pour le logement (b) déduction de 122 \$ du Supplément de PNE (c) allocations mensuelles moyennes pour les vêtements d'hiver et de retour à l'école (d) montant mensuel comportant la subvention pour les impôts fonciers et la taxe sur les ventes, le versement forfaitaire de 250 \$ d'OT, Prestation fiscale canadienne pour enfants, Supplément de la PNE, prestation universelle pour la garde d'enfants et le crédit pour TPS. Par « dépenses de base mensuelles », on entend (a) coût moyen de loyer et services publics selon le Rapport sur le marché locatif de la SCHL (Faits saillants Ontario, printemps 2007) (b) coût d'un panier de provisions nutritif selon la Direction de la santé publique de Toronto 2006 (indexé) (c) frais de base pour le téléphone (Bell Canada) plus taxe.
- ¹⁸ Matthews, Deb. (2004). *Examen des programmes d'aide à l'emploi et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées : Rapport à l'honorable ministre des Services sociaux et communautaires*. Toronto.
- ¹⁹ Le montant tient compte de l'augmentation de 2 % des prestations d'OT en décembre 2007.
- ²⁰ Stapleton, John. (2007). *Why is it so tough to get ahead? How our tangled social programs pathologize the transition to self-reliance*. Toronto : Metcalf Foundation.
- ²¹ À partir de juillet 2008, les transferts en vertu du Supplément de la PNE ne seront plus déduits des chèques des parents bénéficiaires d'aide sociale.
- ²² Vosko, Leah et coll. (2003). « *Le travail précaire, une nouvelle typologie de l'emploi* » dans *Perspectives* (octobre 2003) Ottawa : Statistique Canada.
- ²³ Fédération du travail de l'Ontario. (2007). *Jobs Worth Fighting For*.
- ²⁴ Workers Action Centre. (2007). *Working on the Edge*. Toronto : Workers Action Centre.
- ²⁵ Community-University Research Alliance on Precarious Employment. (2005). *Ten Ways of Seeing Precarious Employment*. Toronto : Toronto Training Board.
- ²⁶ Caledon Institute of Social Policy.
- ²⁷ Données compilées par le SCFP à partir de la *Revue chronologique de la population active 2006* de Statistique Canada. SC# 71F0004XCB
- ²⁸ Figart, Deborah M. (ed). (2004). *Living Wage Movements : Global Perspectives*. London and New York: Routledge.
- ²⁹ cf. National Minimum Wage : Low Wage Commission Report 2006, http://www.lowpay.gov.uk/lowpay/rep_a_p_index.shtml; and Fiscal Policy Institute (2006) "States with Minimum Wages above the Federal Level have had Faster Small Business and Retail Job Growth", www.fiscalpolicy.org
- ³⁰ Pollin, R. et S. Luce. 2000. *The Living Wage: Building a Fair Economy*. New York : The New Press.
- ³¹ Jackson, Andrew. (2005) *Work and Labour in Canada: Critical Issues*. Toronto : Canadian Scholars' Press Inc.
- ³² Friendly, Martha et J. Beach, C. Ferns, M. Turiano (2007). *Early Childhood Education and Care in Canada, 2006*. Toronto : Childcare Resource & Research Unit.
- ³³ Ontario Coalition for Better Child Care. (Janvier 2008). *Mémoire au Comité permanent des finances*.
- ³⁴ Shapcott, Michael. (Janvier 2008). *Ontario pre-budget submission 2008*. Toronto : Wellesley Institute.
- ³⁵ Shapcott, Michael. À partir de données de la SCHL.
- ³⁶ Ontario Non Profit Housing Association. (Janvier 2008). *2008 Ontario Pre-Budget Submission*.
- ³⁷ Shapcott, Michael. (Février 2008). *Wellesley Institute National Housing Report Card*. Toronto : Wellesley Institute.
- ³⁸ Shapcott, Michael. (Février 2008).
- ³⁹ Ministère de l'Éducation, gouvernement de l'Ontario. (Février 2008). *Province Celebrates Impressive Number of Students Graduating from High School*; et à la radio CBC : Metro Morning. Semaine du 28 février 2008. Ontario Non Profit Housing Association
- ⁴⁰ Statistique Canada. « *Profils des communautés 2001 : éducation* ». Mise à jour février 2007. Ottawa : Statistique Canada.
- ⁴¹ Cité par Greener, Jesse (2006) de la Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants, présentation orale devant le comité permanent des finances dans le cadre de consultations prébudgétaires.
- ⁴² Local Boards Network. *Provincial Summary 2007. Trends, Opportunities, Priorities Report*. www.localboards.on.ca.
- ⁴³ Noel, Alain. (2006). « *Priorité au soutien du revenu : La mise en œuvre de la Loi québécoise visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Ottawa : Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques.
- ⁴⁴ Gouvernement de Terre-Neuve et de Labrador. (2006). *Reducing Poverty: An Action Plan for Newfoundland and Labrador*.